

**Environnement et Gestion des Ressources Naturelles
Initiative Pauvreté Rurale et Environnement**

Rapport de recherche

Thème :

«Planification participative pour une gouvernance locale de la
biodiversité dans la Réserve de Biosphère du delta du Saloum »

Présenté par

Marie Fall, stagiaire de recherche

Sous la direction de

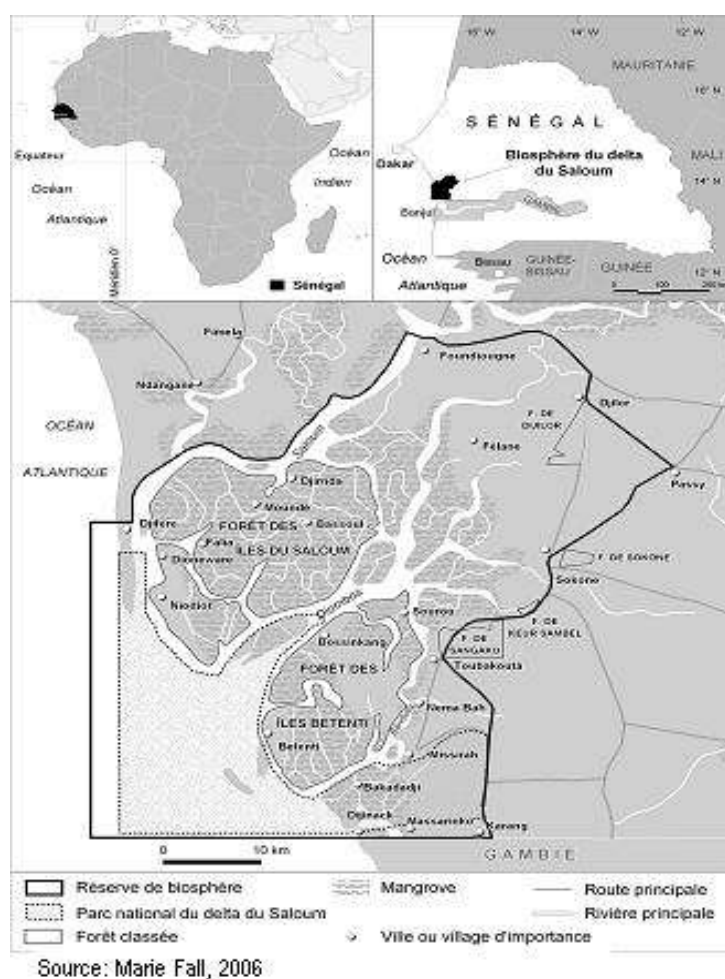
Innocent Butaré, Administrateur principal de programmes

Juillet 2007

1. Problématique de recherche

Le delta du Saloum (RBDS), situé au centre-ouest du Sénégal, forme un écosystème côtier et marin. Il abrite trois principaux domaines écologiques : un domaine continental limité dans sa partie basse par la mangrove et les *tann*¹, un domaine amphibie composé de trois grands groupes d'îles bordé par un réseau dense de chenaux entouré de mangroves, et, un domaine maritime qui s'ouvre sur l'Océan Atlantique. Classé réserve de biosphère, patrimoine mondial de l'Unesco en 1981, zone humide internationale (site Ramsar) en 1984, il fait l'objet d'une conservation intégrale de la biodiversité dans l'aire centrale avec le parc national du delta du Saloum (PNDS), et d'une protection des écosystèmes sur les aires périphériques, zones des terroirs villageois (Figure 1).

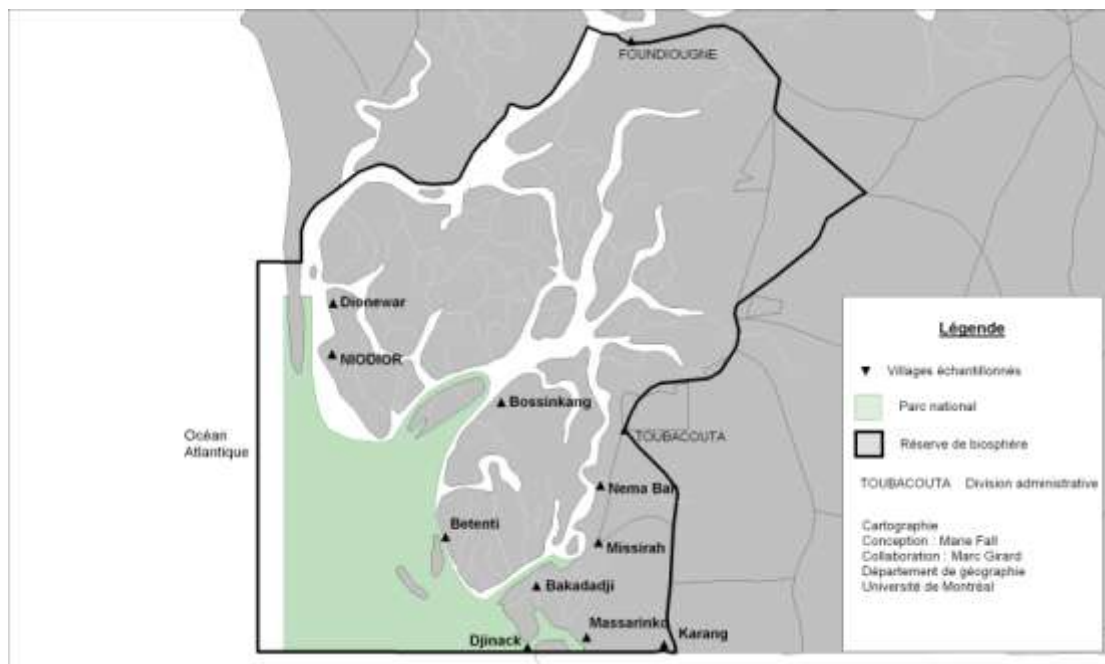
Figure 1 : Localisation de la réserve de biosphère du delta du Saloum



¹ Étendue de terre dénudée acide et saline aux alentours des vasières

La superficie totale de la RBDS est de 334.000 ha dont 76.000 constituent le PNDS (Dia, 2004)². Au plan administratif, la RBDS se trouve dans la région de Fatick, département de Foundiougne, et englobe les arrondissements de Djilor, Toubacouta, Fimela et Niodior (Figure 2). L'importance écologique et économique de la RBDS se lit à travers la diversité de ses milieux naturels. Sa situation dans la zone de transition entre le domaine soudano-sahélien au nord et le domaine soudano-guinéen au sud lui confère une richesse floristique et une diversité de formations forestières (Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 1997)³. S'y ajoute toute la dynamique sociale et économique qui est conséquente à sa situation de carrefour entre deux États (Sénégal et Gambie) et deux régions (Fatick et Kaolack).

Figure 2 : Localisation de quelques villages de la RBDS



Avec la protection des écosystèmes, les populations qui voient leurs terroirs convertis en aires protégées perdent certains de leurs droits sur les ressources. Cette situation entraîne de multiples convoitises sur l'espace et les ressources. Les populations des villages riverains du parc national ne sont pas prêtes à céder leurs terres pour la conservation, encore moins à perdre leurs droits sur les espaces et les ressources. Elles

² Dia, M. 2004. Élaboration et mise en œuvre d'un plan de gestion intégrée. La réserve de biosphère du delta du Saloum, Sénégal. Gland, Suisse et Cambridge, Royaume Uni, UICN. 130 p.

³ Université Cheikh Anta Diop de Dakar. 1997. Gestion des ressources naturelles de la réserve de la biosphère du delta du Saloum. Rapport intermédiaire. Dakar. Division des Sciences Écologiques, Programme MaB, 47 p.

y ont établi des modes traditionnels de gouvernance des espaces et de la biodiversité basés sur le droit coutumier avec une grande prise en compte de leurs spécificités socioculturelles⁴. Dès lors, il y a émergence de conflits entre les différents acteurs. Les services de l'État présents sur le terrain, à travers l'administration forestière et l'administration territoriale, sont concurrencés par les populations locales sur la gouvernance des ressources. Depuis la Loi sur la décentralisation de 1997, certaines compétences sont transférées aux collectivités locales, ce qui devrait entraîner une autonomie des élus locaux dans la gouvernance de l'environnement. Mais certains domaines sont toujours réservés à l'État et ses services déconcentrés, d'où l'intérêt de notre recherche sur la **«Planification participative pour une gouvernance locale de la biodiversité dans la Réserve de Biosphère du delta du Saloum »**.

Plusieurs groupes d'acteurs sont identifiés dans la RBDS : communautés locales, administration territoriale (préfectures, sous préfectures), administration forestière (services des parcs nationaux, des eaux et forêts et de surveillance des pêches) structures décentralisées (collectivités locales avec les élus locaux), ONG de protection de la nature, populations étrangères et exploitants privés (industrie touristique). Ces acteurs ont des perceptions et enjeux divergents sur la biodiversité (environnemental, économique, politique, social), des rôles et actions contradictoires et des références juridiques différentes (droit moderne/droit coutumier). Ces différences d'enjeux, de perception, d'actions, de rôles et de références juridiques entraînent des conflits entre : les communautés locales entre elles selon le domaine d'activité (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, transformateurs de produits de la mer, exploitants forestiers), avec les populations étrangères et avec les exploitants privés sur l'appropriation des zones d'habitation, de culture, de pâturage, de pêche, de transformation des produits et les zones touristiques ; les communautés locales des villages et les agents de l'administration chargée de la gouvernance de cette aire protégée sur l'occupation, l'appropriation et l'exploitation de la biodiversité et les limites territoriales ; les structures décentralisées et les structures étatiques sur la prise de décision et la gouvernance territoriale ; les structures décentralisées et les

⁴L'organisation sociale dans la réserve est fonction des groupes ethniques. Les rôles des acteurs sociaux sont attribués en fonction du rang social, du sexe, de l'activité et de l'âge. Par exemple, l'importance de la pêche dans la société niominka est un facteur déterminant de leur organisation sociale. Leur critère de différenciation et de respectabilité est orienté vers la mer. Ils sont conservateurs du statut moral caractéristique de leurs terroirs villageois et de l'intégrité de leurs îles

populations locales sur la gestion foncière (loi sur le domaine national), l'application des lois et les limites territoriales ; les exploitants privés, les populations étrangères et les populations locales sur l'occupation de l'espace; les structures étatiques et les exploitants privés sur les zones de chasse, de culture et de pêche.

Cette diversité d'acteurs entraîne une multiplicité des intérêts, ainsi que des conflits et pressions qui sont observés. L'attitude des acteurs à l'égard de l'espace et des ressources et la vision qu'ils en ont est conditionnée par la culture, les facteurs socio-économiques et politiques. Les intérêts et les enjeux qu'ils défendent ne sont pas toujours conciliables. L'administration forestière est pour une conservation intégrale de la biodiversité prônant ainsi une approche « conservationniste » ; les populations locales pour l'utilisation de la biodiversité dans une perspective « utilitariste » ; et les autres (administration territoriale et ONGs par exemple) militent pour une gouvernance qui combine utilisation et conservation.

Il existe plusieurs appréciations de la valeur de la biodiversité selon l'enjeu défendu (Barbault, 2000)⁵ : la valeur écologique liée à l'importance des organismes et des systèmes qu'ils constituent ; la valeur d'option en rapport avec la nécessité de préserver le futur ; la valeur d'existence liée à la disponibilité des ressources naturelles ; et la valeur d'usage qui englobe les différentes formes d'exploitation de ressources naturelles par consommation directe (cueillette, chasse) ; après une mise en valeur (agriculture, élevage) ou pour des fonctions récréatives (écotourisme). Cette diversité des valeurs est une conséquence directe de la diversité des acteurs et des intérêts qu'ils défendent. Plus les acteurs sont nombreux, plus les intérêts sont divers.

La recherche a été faite de janvier à juillet 2007 dans le cadre de mon stage au Bureau Régional de l'Afrique Central et de l'Ouest (Braco) du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour le compte de l'Initiative de programme Pauvreté rurale et Environnement et sous la direction de Monsieur Innocent Butaré, administrateur principal de programmes.

⁵ Barbault, R. 2000. Écologie générale : structure et fonctionnement de la biosphère. Paris, Dunod. 5ème édition, 326 p.

2. Objectifs de la recherche

Notre recherche a pour objectif de construire et d'appliquer une approche de négociation environnementale et de planification participative pour une gouvernance locale de la biodiversité dans la RBDS. Pour y parvenir, nous avons validé les résultats de recherches antérieures sur les représentations des acteurs, leurs rapports passés, actuels et futurs à l'espace, les types de conflits qui les opposent et les formes de construction de consensus pratiquées et celles qui pourraient être initiées.

Les thèmes suivants sont abordés durant la recherche :

- L'analyse des tensions et des pressions liées aux interactions entre espace conservé, sociétés et activités d'utilisation ou d'exploitation de la biodiversité ;
- L'interprétation des rapports entre les différents acteurs dans ce contexte écogéographique (estuaire) et social ;
- La présentation et l'analyse des types de conflits autour de l'occupation de l'espace, l'utilisation et l'exploitation des ressources naturelles ;
- L'analyse des formes de recherche de consensus pratiquées pour gérer les conflits ;
- L'élaboration d'un outil de prévention et de résolution des conflits liés à la gouvernance locale de la biodiversité par la négociation environnementale et la planification participative.

3. Démarche méthodologique

Pour atteindre les objectifs de la recherche, une méthode qualitative a été adoptée et adaptée aux réalités du terrain. La recherche s'est menée dans une approche interdisciplinaire⁶ dans l'optique de complémentarité dans l'analyse et le suivi des résultats. Deux catégories d'acteurs ont été ciblées : les acteurs locaux résidents dans les villages de la RBDS périphériques du parc et les agents de l'administration territoriale et forestière.

Quatre villages parmi les vingt cinq périphériques du parc ont été visités : Missirah, poste de commandement du parc à Bakadadji, Djinack, Betenti et Dionewar. Le choix de ces villages réside dans ces critères suivants : le poids du village ou la taille de la

⁶ Sur le terrain, l'équipe de recherche était composée de 4 géographes et d'un sociologue.

population résidente et la présence de conflits fréquents entre les villageois et les agents de l'administration forestière et territoriale quant à la gouvernance de la biodiversité.

La collecte des données a été effectuée à l'aide d'outils comme les entretiens structurés, les ateliers villageois et les ateliers de négociation avec les publics cibles. Avec les acteurs locaux (villageois) les entretiens semi structurés sont faits tantôt de manière sélective quand le choix s'impose (en ciblant les autorités coutumières, les personnalités de la hiérarchie villageoise comme le chef de village et les porteurs de voix), tantôt de manière hasardeuse avec les usagers de la biodiversité (pêcheurs, agriculteurs, piroguiers, mareyeurs, groupement de jeunes et femmes productrices ou transformatrices des produits de la mer, etc.). Les outils ou matériels de terrain utilisés sont constitués d'appareils photos, d'enregistreuses et de cameras numériques⁷. La plupart de nos déplacements s'est effectuée en pirogue, surtout pour les villages insulaires (Betenti, Djinack, Dionewar).

La démarche opérationnelle concerne les étapes suivantes:

- La recherche documentaire et l'état des lieux sur la question de biodiversité, gouvernance et culture.
- Le développement des outils d'évaluation et de recherche-action. Ces outils incluent les entrevues et ateliers villageois, la stratégie de profil environnemental culturellement adapté, les modalités d'identification et d'étude des conflits, les modalités de la recherche-action sur le développement de consensus entre acteurs, les grilles de dépouillement et les techniques d'analyse de l'information et les critères d'évaluation du succès de la démarche dans les villages.
- La collecte des données par des entretiens individuels, groupes de discussions et ateliers villageois.
- L'analyse des données par la retranscription des entretiens dans leur langue locale, une analyse de contenu des échanges afin de définir les rapports société-espace pour les différents acteurs, les diverses catégories de tensions ou de conflits passés, actifs ou latents mis en exergue, ainsi que les ouvertures

⁷ Tous les ateliers sont filmés ou enregistrés avec l'accord des participants

à leurs résolutions ou au développement de consensus. Chacun des essais de classification est validé pour sa cohérence et sa reproductibilité.

- Une démarche de développement de consensus élaborée à la lumière des résultats des étapes précédentes. Les grandes étapes de la négociation et de la planification sont la rencontre individuelle des acteurs clés (villageois, administration territoriale et forestière, membres des ONG et associations) essentiels au développement du consensus pour leur expliquer notre profil socio-environnemental et obtenir leur consentement à participer à l'exercice; la réalisation d'une rencontre commune des acteurs pour construire le consensus; la conclusion d'une entente de projet consensuel respectant à la fois les valeurs sociales et culturelles des acteurs et les objectifs de conservation en zone protégée.
- Une évaluation est complétée par les participants afin de porter un regard critique sur de la démarche.

La recherche de terrain s'est faite dans 5 villages périphériques du PNDS :

1. Missirah, village socé situé à 3 km du PNDS et dont une partie du terroir est complètement colonisée par le PNDS qui veut en faire une zone tampon. C'est une presqu'île. Principales activités : agriculture, pêche, transformation des produits de la mer, maraîchage, tourisme, commerce ;
2. Bakadadji, seul village exceptionnellement laissé dans le parc au moment de son érection. Les activités villageoises sont supervisées par les agents du parc. Il a une frange côtière. Principales activités : agriculture, pêche, maraîchage, ramassage des fruits du parc avec la permission des agents ;
3. Djinack Bara et Djinack Diataco, villages insulaires situés dans les limites du parc et dont eaux territoriales sont du domaine du parc. Principales activités : pêche et transformation des produits de la mer ;
4. Betenti, village insulaire socé situé dans les limites de la partie maritime du parc. Principales activités : pêche, agriculture, transformation des produits de la mer ;

5. Dionewar, chef-lieu de communauté rurale, village insulaire sérére situé dans la zone périphérique de la RBDS. C'est un gros village de pêcheurs, chef-lieu d'arrondissement. Les autres activités sont la cueillette et la transformation des produits de la mer.

Dans les villages et dans les structures administratives et forestières, nous avons rencontrés plusieurs acteurs (figure 3) intéressés par la gouvernance de la biodiversité à l'échelle locale.

Figure 3 : Les acteurs rencontrés sur le terrain

Acteurs Échelles	Gouvernementaux		Non gouvernementaux		
	Administration forestière	Administration territoriale	Populations locales	ONG	Exploitants privés
Village	Agents des eaux et forêts Agents des parcs	Chef de village	Agriculteurs Éleveurs Pêcheurs Transformatrices de fruits de mer Exploitants d'amas de coquillages	UICN WAAME PGIES	Gérants d'hôtels et de campement
Communauté rurale	Agents de surveillance de la pêche	Agents du Centre d'expansion rurale polyvalent	Élus locaux		Exploitants forestiers
Arrondissement		sous-Préfet			
Département		Préfet			

En ce qui concerne notre principal outil de recherche, la planification participative, nous avons compté sur une participation des acteurs locaux aux ateliers. Nous avons appliqué les six dimensions de la planification participative, à savoir la justification, la structure, la forme, les enjeux décisionnels, le degré d'implication et le processus de décision. Ces dimensions, rarement intégrées, ont permis de mieux concevoir la recherche en nous guidant vers les aspects à prendre en compte pour une meilleure planification.

Par planification, nous référons essentiellement à une démarche rationnelle du développement (André et al., 2005)⁸ dont les cinq étapes critiques sont : (1)

⁸ André, P., C.E Delisle et J-P. Revéret. 2005. L'évaluation des impacts sur l'environnement : processus, acteurs et pratique pour un développement durable. Montréal, Presses internationales polytechniques. 2ème édition. 519 p.

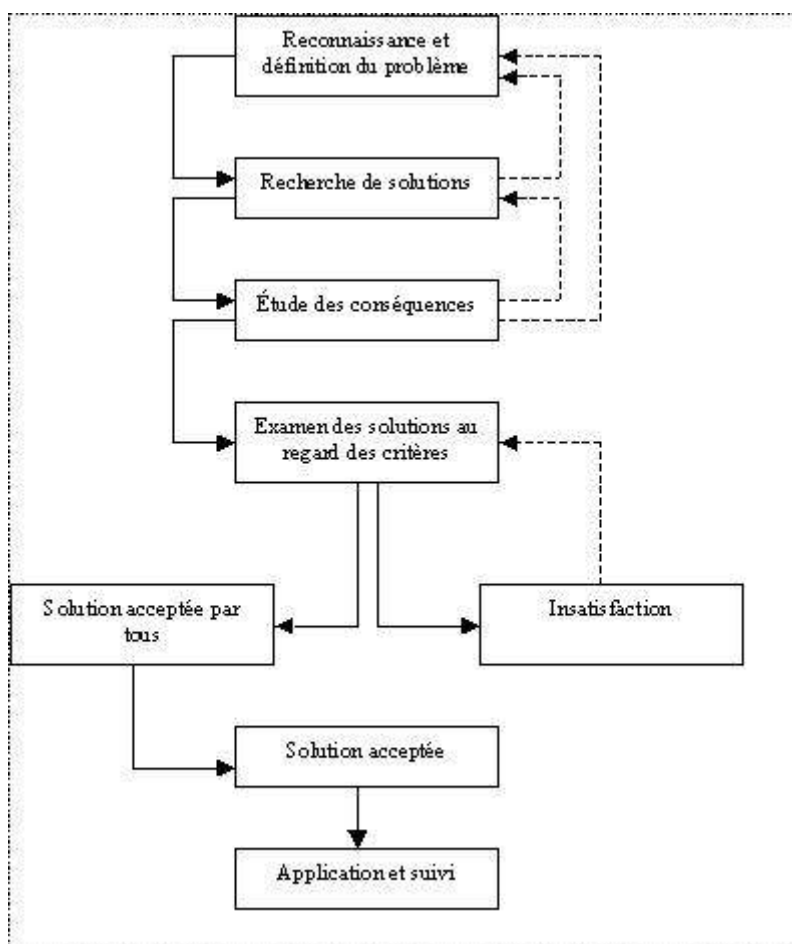
l'identification des problèmes et des enjeux, (2) la génération d'options de solution au problème, (3) la sélection d'une solution privilégiée, (4) la planification de la mise en place de la solution choisie et (5) l'évaluation et le suivi des résultats de cette implantation. C'est dans cette mouvance que la planification participative de la gouvernance de la biodiversité s'inscrit comme un processus itératif, basé sur le principe des dialogues, de la négociation et de la conciliation d'intérêts divergents.

Dans les faits, les 4 étapes de la démarche ont été franchies. La 5^{ème} étape, à savoir celle de l'évaluation et du suivi des résultats est dans le long terme et ne peut être prise en charge dans cette présente recherche.

En ce qui concerne l'outil de négociation, c'est un mécanisme de résolution des conflits, de prise de décision et de définition des règles sur la gouvernance (figure 4). D'une manière générale, la négociation réunit des parties en conflit qui recherchent elles-mêmes et volontairement la résolution (ou la réduction) de leur désaccord. Leurs intérêts sont contradictoires, mais elles souhaitent dépasser les divergences en prenant des décisions communes en raison de leur interdépendance. À ce titre, on distingue la négociation, de la médiation où un tiers tente de rapprocher les parties en conflit, de l'arbitrage où un tiers propose un règlement ou de la concertation où des parties échangent leurs vues à la recherche d'un consensus. La littérature portant sur la négociation pose habituellement l'existence de trois conditions indispensables pour juger de son utilité : l'existence de conflit d'intérêt ; l'absence de règles définies ou acceptées par les parties pour les résoudre ; la volonté des parties pour une entente à l'amiable conclue entre elles (Susskind et al., 1990)⁹.

⁹ Susskind, L. E., M. I. T Siskind et Harvard Public Disputes Program et Harvard Law School Program on Negotiation. 1990. Nine case studies in international environmental negotiation. Cambridge, Mass., Harvard Law School. 217 p.

Figure 4 : Les étapes de la négociation



Nous avons tenu deux ateliers de négociation dont un à Missirah avec les habitants du quartier de Dionfandor et un autre à Betenti avec les autorités villageoises. Ces ateliers ont donné la possibilité de participation à chaque personne intéressée par le sujet. Une classification des conflits par ordre d'importance et les modes de résolutions coutumières et modernes ont été faits pour donner une idée précise de l'acuité avec laquelle les conflits se vivent et de dégager des hypothèses de solutions aux participants par ordre de priorité.

La démarche de négociation et de planification semble être mieux adaptée au contexte local avec la possibilité de briser les barrières socio politiques et la recherche de consensus. Les seules limites à cet exercice sont la hiérarchisation des relations et le complexe (d'infériorité/supériorité) de certains acteurs vis à vis d'autres.

4. Résultats de la recherche

L'analyse et la discussion des résultats de la recherche portent sur l'évolution de la gestion du PNDS en décrivant les tendances actuelles et les conflits émergents liés à l'appropriation de la biodiversité et en analysant l'impact de la gestion du parc sur les populations des villages riverains. Deuxièmement, nous discuterons les stratégies d'atténuation des contraintes adoptées par les populations et les nouvelles initiatives locales de gouvernance. Et, enfin nous aborderons les résultats des ateliers de négociation environnementale et de planification participative.

L'évolution de la gestion du PNDS

Depuis la création du PNDS, en 1976, l'accès facile des populations résidentes des villages périphériques à la biodiversité de leur patrimoine est devenu impossible. La mise en place par l'administration forestière de mesures répressives et de codes de conduites, était à l'époque le recours des agents assermentés à la conservation (parc) et à la protection (écosystèmes) de la biodiversité du parc. Cette gestion militariste, principale cause des difficultés rencontrées par les habitants des villages périphériques, reste toujours décrite par ceux-ci qui se voient privés de leurs ressources naturelles dont dépend leur survie familiale et leur-bien-être. En effet, selon certaines résidents, la confiscation ou l'expropriation des terres par le parc (par exemple le village de Djinack), et la non prise en compte des populations en ce qui concerne les retombées des investissements réalisés dans le parc (le cas de l'île aux oiseaux qui appartient au village de Djinack), restent des faits fréquents et presque généralisés à l'échelle de la RBDS.

Ainsi, en à croire certains résidents, l'évolution de la de gestion du parc est caractérisée par une marginalisation des habitants périphériques et sa présence n'a fait qu'aggraver leurs contraintes et leurs difficultés quotidiennes engendrant de surcroît leur pauvreté. C'est dans cette perspective qu'un des habitants du village de Djinack (le chef de village lui-même) s'indigne en ces termes : "lorsqu'on se sent épuisé en portant un fardeau de 10 kilos, on y ajoute cinq autres, encore cinq autres, il faut dire qu'on souhaite sa mort ". En d'autres termes, la présence du parc est un lourd fardeau pour ces populations qui veulent voir leurs souffrances allégées ou minimisées par une autre méthode de gouvernance et de prise de décision. Une gouvernance qui

prendrait en compte leurs intérêts et leurs situations socio-économiques rendues précaires par la présence du parc. Car, il s'agit ici de reconnaître, comme le suggère que : « la gestion environnementale n'est pas une question de rapport des hommes à la nature mais une question de rapport entre les hommes à propos de la nature ».

Par ailleurs, outre les antagonismes existant entre les différents acteurs, nous avons constaté un manque notoire de moyens de fonctionnement du parc : matériels logistiques, et autres accessoires pour la promotion des atouts écologiques du patrimoine. Cet état de fait est une des contraintes à laquelle sont confrontés les agents du parc qui déplorent ce faible technicité que connaît le parc. Mais, à notre endroit, nous tenterions de nous poser la question de savoir où sont injectés les bénéfices tirés du parc. Ce qui laisse croire qu'il peut y avoir une mauvaise gestion financière des gains tirés des visites, entre autres.

Malgré l'existence de contraintes liées à la présence du parc, il a été observé depuis quelques années un relatif changement d'approche de gestion (même si c'est de façon très timide) aussi bien chez les agents du parc que chez les populations périphériques quant à leurs attitudes et comportements vis-à-vis des ressources.

Stratégies d'atténuation des contraintes et initiatives locales de conservation durable de la biodiversité.

Même si les discours prononcés par les différents acteurs sur le contexte de gestion contrastent, cependant, au niveau local, de nouvelles initiatives de conservation de la biodiversité sont entreprises par les populations en particulier les jeunes et les femmes. Ces derniers constituent actuellement une nouvelle catégorie d'acteurs locaux porteurs d'enjeux par la mise en pratique des acquis de la formation et de la sensibilisation relative à une mise en valeur écologiquement acceptable de la biodiversité. En effet, certains jeunes, en dépit du phénomène actuel de l'émigration, sont devenus aujourd'hui des acteurs très dynamiques dans la gouvernance de la biodiversité. A titre illustratif, nous citons le cas de jeunes résidents du village de Missirah (des ex éco gardes formés à Bakadadji) qui, malgré les faibles moyens qu'ils possèdent, ont mis en place une structure dans laquelle ils ambitionnent de développer des activités écotouristiques, artistiques, culturelles et de conservation de la biodiversité.

En d'autres lieux, nous avons constaté un changement dans les systèmes de productions des populations locales qui est une conséquence directe de l'impact des mesures restreignantes et contraignantes prises par les autorités administratives du parc. En effet, il s'opère aujourd'hui une certaine dynamique vers la diversification des modes de productions locales. Cette dynamique est synonyme, en d'autres termes, de reconversion des populations vers d'autres filières de production telles que le maraîchage, la transformation d'amas coquilliers en poudre, le travail d'écogarde ou de guide touristique, le commerce transfrontalier (Sénégal-Gambie) ou le transport de touristes et de marchandises. Cette diversification des systèmes de productions est, d'après les populations, la seule solution à l'état actuel, pour atténuer les contraintes et risques liés à la présence du parc. C'est aussi, une stratégie de diversification des revenus étant donné que l'accès aux ressources est limité, voire interdit.

Malgré ces initiatives isolées, les résultats de la recherche ont confirmé la diversité des acteurs, des enjeux et des intérêts. Les divergences d'intérêts et de systèmes de référence entre les acteurs, notamment les populations locales, les acteurs gouvernementaux, les organisations non gouvernementales et les exploitants privés, sont à l'origine des conflits. Les références juridiques sont opposées : d'une part, il y a un droit coutumier qui encourage l'exploitation et l'utilisation des ressources, appliqué par les populations locales, et d'autre part, il existe un droit moderne défendu par les acteurs gouvernementaux qui essaient de faire valoir la conservation (figure 5).

Figure 5 : Les principaux acteurs, leurs intérêts et références juridiques

Acteurs	Intérêts	Références juridiques
Administration territoriale	Politique	Moderne
Administration forestière	Politique et Écologique	Moderne
Conseillers ruraux	Socioculturel et Politique	Coutumier et moderne
Chefs de villages	Socioculturel	Coutumier
Populations villageoises	Socioculturel et Économique	Coutumier
ONG	Écologique	Moderne

Dans les villages de la RBDS, les conflits sont gérés dans des cadres institutionnels et juridiques suivant les registres de manière formelle, avec l'application de la législation moderne, et informelle, avec la négociation des accords. Les institutions

traditionnelles sont en général les premiers recours pour la résolution des conflits domestiques (conflits entre villageois) alors que les institutions modernes s'imposent pour la résolution des autres types de conflits. Dans le cadre de cette recherche, pour une prévention et une résolution des conflits, l'accent a été mis sur la nécessité d'intégrer tous les acteurs, et surtout sur la reconnaissance des droits des populations et leur responsabilisation dans la gouvernance de la biodiversité. L'occupation de l'espace, utilisation des ressources naturelles par les populations se faisant sur une base socioculturelle, les impliquer reviendrait à mieux considérer la culture locale.

La planification participative aide à la gouvernance locale de la biodiversité. Dans ce cas, la population locale représente la souveraineté, la détermination et l'autorité du processus décisionnel. Elle peut proposer que le territoire soit protégé en proposant une politique de planification et de gouvernance locale. Il y a un rapport symbiotique entre la participation et la décentralisation. D'une part, pour exécuter un projet de décentralisation, il faut qu'il y ait un certain niveau de participation. À cet effet, il faut bien décentraliser le pouvoir décisionnel. Dans le cas des collectivités locales de la RBDS, les leaders politiques plus près des populations, leurs mandataires, sont censés pouvoir mieux répondre à leurs besoins et adapter les activités aux potentialités du milieu dans une optique de durabilité. Mais cela n'est possible que s'il existe un flux d'informations entre les populations et les administrations.

D'autre part, l'avancée dans le processus de décentralisation en soi peut augmenter la participation des citoyens dans la gestion des affaires publiques en mettant le pouvoir et les ressources à un niveau de gestion plus proche d'eux, plus familier et plus influençable par eux. Dans ces villages, où traditionnellement le taux de participation des populations est faible, la planification participative est un premier pas vers des interactions régulières entre elles et les administrations territoriales et forestières. Parmi les exemples d'activités et de projets pouvant impliquer la participation des populations, on peut noter la création de réserves naturelles communautaires¹⁰ qui combinent usage rationnel et protection de la biodiversité. L'établissement de secteurs protégés dans les zones habitées peut offrir des possibilités de développement local. Quelques formes d'utilisation de la biodiversité sont entièrement compatibles avec la

¹⁰ Initiée par le Projet de Gestion Intégrée des Écosystèmes du Sénégal (PGIES) avec l'appui du Fonds pour l'environnement mondial.

protection comme l'agriculture durable, la pêche artisanale et le tourisme (écotourisme, tourisme de découverte). Par exemple à Missirah, le GIE des écogardes constitué de jeunes du village ont mis sur pied une structure entièrement sous la responsabilité de la population locale.

Durant les ateliers, nous avons démontré que le degré suprême de participation locale dans l'administration de la RBDS serait de les laisser définir leurs propres politiques de protection. Elles auraient ainsi la souveraineté, la détermination et l'autorité du processus décisionnel. Cela implique en conséquence que les communautés locales soient autonomes.

Cette recherche a demandé la collaboration des acteurs du territoire (collectivités locales, administrations territoriale et forestière, populations locales). Les diverses missions que nous avons effectuées au Saloum laissent présager une ouverture au dialogue pour une gouvernance locale de biodiversité ; les ateliers ont démontré la capacité des acteurs à confronter leurs positions. Elle ne permettrait cependant pas de créer un espace de négociation sur les conflits dans l'enceinte du parc, les gestionnaires se référant en permanence à l'obligation des individus à respecter les lois et règlements en vigueur.

5. Conclusion

La gouvernance participative de la biodiversité dans les aires protégées n'est pas un exercice facile dans la mesure où celles-ci sont implantées dans des zones où les perceptions de populations périphériques vis-à-vis de la biodiversité sont différentes de celles des agents chargés de leur protection. Les règles relatives à la conservation de ces espaces définies et quasi-imposées aux populations sont toujours en parfaites contradiction avec leurs réalités sociales, historiques et culturelles fondées sur le droit traditionnel. Ainsi donc, il est inévitable qu'on assiste souvent à des télescopages perpétuels entre les différents acteurs en ce qui concerne le partage des ressources. La RBDS, dont la création n'a pas respecté le processus juridique universel de mise en place d'aires protégées (absence de zone tampon), a connu un bilan mitigé dans son évolution. Sa gestion est incessamment critiquée, en dépit de quelques changements au niveau local sur la perception de la biodiversité, par des contraintes et des conflits

d'intérêts et de compétence qui constituent des facteurs compromettant les objectifs de gestion.

La prise en compte des besoins des communautés villageoises à la périphérie du parc, en promouvant la négociation environnementale et la planification participative, reste une condition importante pour atteindre les objectifs du développement humain durable. L'application de ces méthodes de prévention et de résolution des conflits, tout en promouvant la participation de tous les acteurs à la gouvernance de la biodiversité, est basée sur l'entente, le consensus et la planification participative des actions de développement. Ce concept n'est point ici conçu pour remplacer ou faire table rase des méthodes de gouvernance déjà existantes, mais contribue à la mise au point d'une nouvelle formule d'élaboration et d'application des principes d'une bonne gouvernance qui inviterait tous les acteurs concernés par la gouvernance de ce patrimoine où chacune des différentes parties garderait ses droits et ses prérogatives sans léser les autres.

6. Réalisations

Les actions suivantes ont été réalisées dans cette recherche :

- Une typologie des conflits autour de la gouvernance de la biodiversité dans le delta du Saloum avec la mise en évidence des causes des conflits (figure 6) et de leurs impacts sociaux et environnementaux, ainsi que des potentialités de l'institutionnalisation de modes alternatifs de résolution de conflits.

Figure 6 : Acteurs et conflits

	Acteurs	Revendications
Conflits entre villageois	Agriculteurs	Accès aux champs et aux points d'eau, divagation du bétail, formalisation des limites et frontières entre les champs, droit de garder leurs terres en jachère, droit d'usus et de fructus, protection contre les animaux du parc
	Éleveurs	Accès aux pâturages, parcours de bétail, accès aux points d'eaux
	Pêcheurs	Protection contre les pêcheurs étrangers, réglementation des engins et modes de pêche en fonction des zones, incursions des pêcheurs industriels, appropriation des zones de pêches territoriales par les villageois locaux
	Exploitants de coquillage	Appropriation des amas par les villageois locaux, normalisation des rapports entre exploitants
Conflits dans les structures déconcentrées de l'État	sous-Préfet	Reconnaissance de l'autorité dans toute la division administrative, pouvoir exécutif et législatif
	Agents des parcs	Respect des lois de la conservation, protection contre les villageois, reconnaissance de leur fonction et compétences
	Agents des eaux et forêts	Respect de la législation forestière, protection contre les villageois, reconnaissance de leur fonction et compétences
	Agents de surveillance de la pêche	Respect de la législation maritime et des normes de pêche, reconnaissance de leur fonction et compétences
	Agents des centres d'expansion rurale polyvalents	Reconnaissance de leur fonction et compétences
Conflits structures déconcentrées / collectivités locales	Administration territoriale	Respect et reconnaissance de la fonction administrative
	Administration forestière	Respect et reconnaissance de la fonction forestière
	Élus locaux	Reconnaissance des compétences transférées
	Chefs de villages	Reconnaissance et respect de l'autorité à l'échelle villageois
Conflits élus locaux / chefferies traditionnelles	Élus locaux, Chefs de villages, Imams, Notables	Reconnaissance des nouvelles fonctions Respect de la tradition

- Une meilleure compréhension des rapports entre les principaux groupes d'acteurs et l'espace avec l'analyse des contraintes liées à la gouvernance actuelle de la biodiversité (figure 7 et 8).

Figure 7 : Contraintes et solutions selon les populations locales

Acteurs		Contraintes	Solutions
Populations locales	Agriculteurs	Loi 64-46 portant sur le domaine national et son décret d'application Modes d'octroi des terres Inaccessibilité de la terre et des périmètres cultivables du parc et des forêts classées Déficit pluviométrique Avancée des <i>tann</i> , salinisation et acidification des terres Inursions des animaux du parc Divagation du bétail Contiguïté des champs avec les parcours de bétail	Révision de la Loi 64-46 Adaptation au contexte Rétablissement des droits ancestraux Remise des terres aux populations Déclassement de certaines parties du parc et des forêts Création de digues de rétention des eaux de pluie Désalinisation des terres Prévention contre l'avancée des <i>tann</i> Protection contre les incursions des animaux Dédommagement pour les dégâts causés par les animaux Création de nouveau parcours de bétail
	Éleveurs	Exiguïté et insuffisance des parcours de bétail Manque de points d'eau Interdiction d'accéder au parc Prédation du bétail par les animaux du parc	Élargissement et multiplication des parcours Creusement de puits et forages pastoraux Ouverture des pâturages dans le parc Prévention contre la prédation des animaux et dédommagement en cas de perte
	Pêcheurs	Surveillance des agents des services de pêche Contraintes de la législation et la réglementation sur les prises Rareté de la ressource halieutique dans certaines zones Saison de la pêche courte Fermeture de certains <i>bolong</i> Pression et forte densité des pêcheurs allochtones Non reconnaissance de leurs droits ancestraux	Libération des zones de pêche Adaptation de la législation et réglementation aux conditions locales Prolongation de la saison de pêche Interdiction de pêcher dans la zone pour les non-résidents Reconnaissance des droits ancestraux Rétablissement des pouvoirs aux chefs coutumiers
	Exploitants (forestiers, amas de coquillage, fruits de mer)	Application de la législation et la réglementation forestières Présence et répression des agents des eaux et forêts Interdiction d'entrer dans le parc Inaccessibilité des permis de coupe/d'exploitation	Révision et adaptation du Code forestier et du Code de la chasse, de la législation sur les amas de coquillage Accès aux forêts et au parc Révision des taxes Distribution des permis de coupe

Figure 8 : Contraintes et solutions selon les acteurs institutionnels

Acteurs	Contraintes	Solutions proposées
Élus locaux	Analphabétisme Manque de moyens pour la sensibilisation des populations Insuffisance des moyens de gouvernance Incompatibilité et incohérence des lois nationales par rapport à la réalité locale Mainmise des services étatiques sur la gestion des ressources Rejet et réticence des populations par rapport aux lois nationales	Alphabétisation ou apprentissage des textes de lois sur la gestion des ressources Subventions, crédits, investissements locaux Adaptation des lois au contexte local Décentralisation de la gestion environnementale Reconnaissance et acceptation des lois par les populations locales
Agents de l'administration territoriale et forestière	Rejet et hostilité de la part des populations Non acceptation de leur pouvoir et mission Ignorance des textes de loi par les populations Irrespect et violation des normes réglementaires Manque de moyens de persuasion ou de dissuasion Incohérence des cadres de gestion des ressources Problèmes de coordination entre les différentes structures et services étatiques	Reconnaissance de leur pouvoir et mission Sensibilisation des populations sur les textes et la législation Respect de l'environnement selon les normes modernes de gestion Augmentation des moyens de gouvernance Mise en place d'une structure centrale de la gestion des ressources Établissement d'un cadre juridique unique et cohérent en matière de gestion des ressources

- La promotion de la gouvernance de la biodiversité basée sur l'application des savoirs locaux et l'implication des communautés locales dans la prise de décision et la mise en place de structures de gouvernance participative. Durant les ateliers de planification, les populations ont eu l'occasion d'exprimer leurs besoins de gérer elles-mêmes la biodiversité de leurs terroirs. Elles ont récapitulé l'histoire de la conservation des écosystèmes et les échecs de certaines politiques et expliqué les causes qui sont dues selon elles à un manque de considération vis à vis de leur culture locale.
- Le partage des savoirs et des connaissances entre chercheurs et populations locales sur la base d'échanges d'expériences. Les chercheurs ont pu bénéficier des enseignements des autorités villageoises à travers les récits de vie et le profil historique des terroirs. En échange, les chercheurs ont expliqué les politiques modernes de protection et de conservation de la biodiversité et leurs objectifs à long terme sur la communauté.
- La participation de tous les acteurs à la résolution des conflits, la définition des priorités en matière de gouvernance de la biodiversité et la nécessité de trouver une harmonie entre utilisation et conservation, de responsabiliser les

communautés locales et enfin de mettre en place des outils appropriés de bonne gouvernance.

Cette recherche s'insère dans un ensemble d'autres recherches relatives à la gouvernance de la biodiversité dans les aires protégées, les zones côtières et les terroirs villageois en Afrique de l'Ouest. Elle vise le partage de l'information et l'échange des compétences pour une gouvernance locale de la biodiversité dans réserve de biosphère du delta du Saloum. Nous porterons une attention spéciale au suivi des initiatives locales, au renforcement des capacités des organisations villageoises et à la responsabilisation des acteurs locaux. Son originalité est dans la définition et l'application d'un outil de gouvernance impliquant tous les acteurs en présence.

Les résultats de la recherche seront publiés dans des revues scientifiques (un article a été soumis à la revue *géocarrefour* et un autre est en cours de finalisation et soumis à la revue *Environment, Development and Sustainability*). Des exemplaires de ce rapport et des copies des articles seront déposés dans les services administratifs et une mission d'évaluation sera organisée pour partager les résultats avec les communautés locales.

À la lumière des résultats de la recherche, quelques pistes pour des recherches futures se tracent. En premier lieu, la question de la décentralisation des pouvoirs dans une aire protégée et les conséquences sur la gestion des ressources pourrait être explorée. Il s'agirait de démontrer comment le transfert des compétences en matière de gestion des ressources des institutions étatiques vers les institutions locales peut enclencher un processus de développement. En second lieu, l'accent pourrait être mis sur l'application des modèles traditionnels de conservation des ressources et leur durabilité. Cette recherche s'intéresserait aux apprentissages tirés des connaissances traditionnelles en matière de conservation et nous éclairerait sur les spécificités de chaque groupe par rapport à ses perceptions des ressources.

Cette recherche a été menée grâce au soutien du CRDI qui m'a offert ce stage au bureau de Dakar. Je remercie mon directeur de stage Innocent Butaré et tout le personnel du bureau pour leur professionnalisme et leur diligence.

J'exprime toute ma sympathie à tous les acteurs qui ont participé à cette recherche, spécialement aux populations des villages visités, à mes guides sur le terrain (Kéba, Daddy, Doudou Sow) et à mes assistants de recherche (Masseye, Baba et Idy).